

SECRÉTARIAT INTERNATIONAL DE L'EAU

MOBILISER LA SOCIÉTÉ CIVILE ET LES JEUNES LORS DE LA RÉUNION
PRÉPARATOIRE DE HAUT NIVEAU POUR LA CONFÉRENCE DES NATIONS
UNIES SUR L'EAU DE 2026 – DU SÉNÉGAL AUX ÉMIRATS ARABES UNIS.



PROGRAMME

• JOURNÉES INTERACTIVES POUR LES JEUNES, Mouvement global de la jeunesse pour l'eau, co-organisée avec l'AJPEAS, le Groupe majeur des Nations Unies pour les enfants et les jeunes, le Réseau des jeunes pour l'eau, l'UNESCO, l'IWA et le Geneva Water Hub

◦ Vendredi 23 janvier, de 17h à 20h : Réunion de pré-lancement et dîner - Wakola Cheikh Anta Diop, Dakar, Sénégal

Comprendre les défis liés à l'engagement des jeunes et collaborer avec les jeunes leaders, les associations et les parties prenantes impliquées, au-delà des frontières, des générations et des secteurs, en vue d'une vision commune pour et au-delà de la Conférence des Nations Unies sur l'eau de 2026.

◦ Samedi 24 janvier, de 9 h à 17 h : Lancement et atelier thématique « Eau et Paix » – CONCREE, Dakar, Sénégal

Renforcement des compétences des jeunes et de la société civile afin de préparer et de coordonner leurs actions en vue de la réunion préparatoire de haut niveau ; échange thématique sur l'eau et la paix à travers les initiatives des jeunes pour accélérer la mise en œuvre de l'ODD 6.

• RÉUNION PRÉPARATOIRE DES PARTIES PRENANTES, UN DESA, ANEW, German WASH Network

◦ Dimanche 25 janvier, de 9h à 17h : Réunion préparatoire des parties prenantes – Hôtel Azalai, Dakar

Facilitation de la discussion sur le dialogue interactif 5 « L'eau dans les processus multilatéraux » (SIE, coalition d'ONG Effet Papillon) ; Présentation des messages et des propositions essentielles de la société civile et des jeunes.

• RÉUNION PRÉPARATOIRE DE HAUT-NIVEAU DE LA CONFERENCE DES NATIONS UNIES SUR L'EAU DE 2026, SENEGAL & EMIRATS ARABES UNIS

◦ Lundi 26 et mardi 27 janvier, de 9 h à 19 h : engagement actif lors de la réunion préparatoire de haut niveau de la Conférence des Nations Unies sur l'eau de 2026 (CICAD), à Diamniadio, Sénégal

Participation active des jeunes et de la société civile, notamment : l'intervention de jeunes lors de la cérémonie d'ouverture ; la mobilisation et la préparation des représentants des jeunes et de la société civile pour contribuer aux discussions de haut niveau dans le cadre des dialogues interactifs ; des échanges intergénérationnels et des contributions aux dialogues interactifs ; ainsi que la facilitation de l'espace jeunesse.

• ÉVÉNEMENT PARALLÈLE : LANCEMENT DE L'INITIATIVE DU LIVRE BLEU

◦ Lundi 26 janvier, 17 h : Inauguration de l'initiative Livre bleu

Lancement de l'initiative Livre bleu par Cheikh Tidiane Dieye, ministre de l'Eau et de l'Assainissement.

• SÉANCE DE DÉBRIEFING INTERACTIVE AVEC LES JEUNES ET LA SOCIÉTÉ CIVILE, AINSI QUE RÉUNION DU MOUVEMENT GLOBAL DE LA JEUNESSE POUR L'EAU

◦ Mercredi 28 janvier, 10h-12h : Séance de débriefing pour les jeunes - Lieu à confirmer, Dakar

Organisation d'une séance de débriefing pour réfléchir collectivement aux étapes suivantes afin d'assurer l'implication des parties prenantes dans la rédaction des notes conceptuelles du dialogue interactif, ainsi que dans les contributions au Forum politique de haut niveau (HLPF) et à la Conférence des Nations Unies sur l'eau de 2026 (2-4 décembre, Émirats arabes unis).

Réflexion collaborative et coordination sur les étapes à venir pour assurer l'engagement des parties prenantes à :

- la rédaction de notes conceptuelles concernant le dialogue interactif
- le Forum politique de haut niveau (HLPF)
- Conférence des Nations Unies sur l'eau de 2026 (2-4 décembre 2026, Émirats arabes unis).

◦ Mercredi 28 janvier : 12h00 - 13h30 : Réunion du Mouvement global de la jeunesse pour l'eau - Délégation générale du Québec à Dakar

Discussion stratégique concernant la structure, la gouvernance et l'exécution de la Stratégie jeunesse pour l'eau du Mouvement mondial des jeunes.

NOTRE PLAIDOYER POUR LES DIALOGUES INTERACTIFS

Le Secrétariat international pour l'eau (SIE), en tant que catalyseur du Mouvement global de la jeunesse pour l'eau et de la Coalition de l'Effet Papillon, s'efforce de porter les priorités identifiées lors de la série de webinaires « En route vers la Conférence des Nations Unies sur l'eau de 2026 » au plus haut niveau politique, tout en garantissant la continuité des engagements pris dans le cadre des principaux processus mondiaux relatifs à l'eau, allant de Dakar et du Pacte bleu du Forum mondial de l'eau de 2022 à la Conférence des Nations Unies sur l'eau de 2023 et au-delà.

Cette continuité et cette responsabilité constituent le fondement du plaidoyer du SIE: les jeunes et la société civile jouent un rôle essentiel pour rappeler aux décideurs leurs engagements antérieurs, suivre les avancées réalisées et tenir les institutions responsables afin qu'elles concrétisent leurs promesses par des actions.

Ces priorités constitueront un cadre de référence :

- Réunion préparatoire de haut niveau pour la Conférence des Nations Unies sur l'eau de 2026
- le Forum politique de haut niveau (HLPF)
- La troisième Conférence des Nations Unies sur l'eau se déroulera du 2 au 4 décembre 2026 aux Émirats arabes unis.

Intergénérationnel, intersectoriel et transfrontalier : nos efforts collectifs visent à transformer la gouvernance mondiale de l'eau en garantissant une participation significative et institutionnalisée des jeunes et de la société civile dans tous les espaces décisionnels, en promouvant une gouvernance de l'eau équitable, inclusive et durable, et en réalisant les droits humains universels à l'eau et à l'assainissement pour les générations actuelles et futures.

Les priorités thématiques énoncées ci-dessous illustrent l'orientation du plaidoyer du SIE et de ses réseaux en ce qui concerne les thèmes des dialogues interactifs à promouvoir par notre mobilisation à Dakar.

• DIALOGUE INTERACTIF 1 : DE L'EAU POUR LA POPULATION

- **Défendre le droit humain à l'eau et à l'assainissement en tant que principe non négociable**, en assurant un accès universel, en particulier dans les contextes fragiles et affectés par le changement climatique.
- **Renforcer les mécanismes de responsabilisation et de financement pour un impact local** : plaider en faveur de mécanismes de responsabilisation contraignants pour suivre les engagements, en particulier ceux qui concernent les communautés les plus touchées, et s'assurer que le financement climatique et de développement privilégie l'adaptation ainsi que la fourniture de services EAH réalisés localement.
- Reconnaître l'eau en tant que bien commun, administré de manière démocratique et collective pour atténuer les effets des activités humaines irresponsables.

• DIALOGUE INTERACTIF 4 : L'EAU AU SERVICE DE LA COOPÉRATION

- **Faire de l'eau un pilier de la paix, de la stabilité et de la sécurité** : prévenir l'instrumentalisation de l'eau par le biais d'une gouvernance inclusive et d'une coopération transfrontalière renforcée, tout en reconnaissant que la planète est traversée par 263 bassins fluviaux transfrontaliers.
- Institutionnaliser le droit à la participation de la société civile, des jeunes, des femmes, des peuples autochtones et des acteurs locaux dans la gouvernance internationale, nationale et au niveau des bassins hydrographiques de l'eau et de l'assainissement, tout en favorisant la coopération au-delà des frontières, des générations et des secteurs.
- Investir dans le **développement des compétences et la formation professionnelle**, en reconnaissant les femmes et les jeunes comme des agents de transformation.
- **Établir des systèmes de collecte et de suivi des données efficaces, accessibles, désagrégés et publics**, intégrant les contributions de la société civile et des sciences participatives.
- **Améliorer la coopération transfrontalière** : les États membres doivent ratifier la Convention sur la protection et l'utilisation des cours d'eau transfrontaliers et des lacs internationaux (Helsinki, 1992) ainsi que la Convention sur le droit des utilisations des cours d'eau internationaux à des fins autres que la navigation (New York, 1997).

• DIALOGUE INTERACTIF 5 : L'EAU DANS LES PROCESSUS MULTILATÉRAUX

- Établir une gouvernance mondiale de l'eau plus efficace, incluant des **réunions intergouvernementales régulières sur l'eau mandatées par l'Assemblée générale des Nations Unies** et des **mécanismes de suivi rigoureux** entre les conférences des Nations Unies sur l'eau.
- Encourager l'établissement d'un **Conseil consultatif inclusif**, équilibré en termes de genre et de répartition géographique, **auprès de l'Envoyée spéciale des Nations Unies pour l'eau**, composé de représentants des grands groupes et d'autres parties prenantes, ainsi que d'experts qualifiés, afin de fournir des conseils stratégiques et de renforcer la légitimité, la cohérence et l'efficacité de la gouvernance mondiale de l'eau et de l'assainissement, en soutien à la mise en œuvre, au suivi et à l'évaluation des ODD.
- Préparer un **programme de développement post-2030** et agir dès à présent pour établir une vision commune, s'exprimer d'une seule voix et aligner les priorités. **Atteindre une vision claire et un consensus** entre 2026 et 2030 n'est pas une option : c'est impératif pour faire de l'eau une priorité politique et catalyser un changement transformateur à grande échelle.
- **Intégrer de manière systématique les questions liées à l'eau dans les ordres du jour des conférences internationales et des plans nationaux d'adaptation** dans le cadre de la CCNUCC, tout en reconnaissant le rôle de l'eau dans la Convention sur la diversité biologique.

Le Secrétariat international de l'eau reste résolu à renforcer l'autonomisation de la société civile et des jeunes, tout en favorisant la coopération au-delà des frontières, des générations et des secteurs, en vue d'une gouvernance durable et équitable de l'eau. En soutenant le rôle de l'eau en tant que catalyseur de coopération et de paix, nous encourageons l'institutionnalisation de la participation de la société civile et des jeunes dans les dialogues interactifs, notamment par le biais de rôles consultatifs, d'une représentation équilibrée aux côtés des États membres coprésidents et d'une implication précoce dans l'élaboration des notes conceptuelles à travers des groupes de travail thématiques inclusifs.